

PRÉFÈTE DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

À Bourges, le 20 février 2014

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSÉES

Société SAS GSM

Commune du SUBDRAY

Objet : Demande de modification des conditions d'exploiter une carrière de calcaire implantée sur le territoire de la commune du Subdray présentée par la SAS GSM.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 25 septembre 2013, Monsieur Roberto VERACHTEN, agissant en qualité de directeur de secteur de la SAS GSM, dont le siège social est situé « Les Technodes » - 78931 - Guerville Cedex, sollicite la modification des conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de calcaire qu'il exploite sur le territoire de la commune du Subdray, aux lieudits « Les Grands usages » sur les parcelles cadastrées section A n° 11 et n° 279 pour partie.

Un plan de situation est joint en annexe 1.

1. PRESENTATION DE LA CARRIÈRE.

La SAS GSM a été autorisée à poursuivre et à étendre l'exploitation de sa carrière de calcaire, par arrêté préfectoral n° 2009.1.1199 du 16 juillet 2009, pour une durée de 7 ans. L'emprise autorisée représente une surface de 17 ha 08 a 30 ca pour une superficie exploitable de 3 ha 60 a 00 ca. La production maximale autorisée est de 450 000 t/an avec une moyenne de 250 000 t/an.

L'extraction est réalisé à sec à la pelle mécanique, après abattage à l'explosif. Les matériaux sont ensuite traités par l'installation de traitement jouxtant la carrière et autorisée par un arrêté préfectoral spécifique.

Il convient de rappeler que cette poursuite d'exploitation avait été autorisée dans l'attente, par le même pétitionnaire, de l'autorisation d'exploiter une autre carrière dans le même gisement dénommé « calcaire de Morthomiers », sur le territoire de la commune de Villeneuve sur Cher, au lieudit 'Bois du Montet ». Cette autorisation a été obtenue le 12 mars 2013.

PJ : Projet d'arrêté préfectoral.

Plan de situation.

Copie : DREAL-Centre SEIR.

Horaires d'ouverture 8h30-11h30 / 14h-16h30

Tél. : 02 34 34 63 40 - Fax : 02 34 34 63 10

6, Place de la Pyrotechnie – CS 70004

18021 Bourges Cedex

<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



La remise en état consiste en un remblayage de l'excavation à l'aide des stériles du site et des fines issues des bassins de décantation.

2. PRESENTATION DE LA DEMANDE.

L'arrêté préfectoral d'autorisation de cette carrière stipule, en son article III.7.b que « *L'utilisation de remblais extérieurs est interdite* », d'où la demande de modifications des conditions d'exploitation sollicitée par l'exploitant.

Dans le cadre de la gestion des matériaux inertes provenant en particulier des chantiers de terrassement, l'exploitant est sollicité pour recevoir ce type de matériaux dans sa carrière. Ainsi, il souhaite pouvoir admettre ces matériaux et profiter de cette opportunité pour compléter les volumes disponibles sur le site (découvertes et stériles d'exploitation).

Compte tenu des possibilités locales, le volume attendu serait de l'ordre de 20 000 tonnes annuelles.

L'échéance de l'autorisation préfectorale est le 9 juillet 2016, et, l'arrêté préfectoral mentionne en son article I.2.c que :

« L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 9 mois avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état du site doit être achevée 3 mois avant l'échéance de l'autorisation ».

La durée d'exploitation restante étant d'environ 2 ans, 40 000 tonnes de matériaux pourraient être utilisés pour le remblayage de la carrière.

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe une cote de réaménagement de l'état final de 138/139 m NGF. Compte tenu du faible volume représenté par ces apports extérieurs, et des incertitudes sur les volumes de matériaux utilisés pour le remblayage de la carrière (stériles et terres de découverte), la cote finale de réaménagement ne sera pas modifiée. Elle restera comprise entre 138 et 139 m NGF.

L'exploitant formalisera une procédure d'admission et de contrôle des matériaux inertes entrants. Cette procédure comportera plusieurs étapes :

- contrôle visuel en entrée de site,
- rédaction d'un bordereau de réception,
- déchargement des matériaux sur une plate forme avec un nouveau contrôle,
- mise en œuvre finale des matériaux en remblayage
- mise en place d'un registre mentionnant la date d'arrivée, le tonnage, la provenance, le moyen de transport et le transporteur,
- transcription sur un plan permettant de localiser les zones correspondantes aux données du registre.

Les matériaux autorisés seront ceux définis à l'annexe II de l'article R.541.8 du code de l'environnement, rubrique 17 05 04 : terre et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses et rubrique 20 02 02 : terre et pierres.

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport fixe les prescriptions à respecter par l'exploitant, lesquelles reprennent les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de matériaux.

3. EXAMEN DES NUISANCES.

Le trafic routier.

Pour un volume de 20 000 tonnes annuel de matériaux inertes, l'apport journalier moyen sera de 80 tonnes, soit sur une base d'un camion de 25 tonnes de charge utile, environ 4 camions. Dans la mesure du possible le double fret sera privilégié (camions de remblais repartant avec des matériaux de la carrière).

Dans l'hypothèse où cette démarche ne pourrait pas être totalement appliquée, l'apport journalier de matériaux extérieurs représenterait 4 camions par jour, soit une augmentation de 10% du trafic inhérent à l'activité de la carrière.

Cet éventuel accroissement de trafic est marginal en comparaison du nombre de véhicules circulant sur la RN 151 (supérieur à 10 000) ainsi que ceux circulant sur la route d'accès à la zone d'activité qui regroupe plusieurs entreprises du secteur des travaux publics.

Les poussières.

L'humidité résiduelle qui caractérise les matériaux de remblais fait qu'ils sont peu générateurs de poussières. La plate forme de réception de ces matériaux sera encaissée par rapport au terrain naturel et le site est éloigné des habitations. Enfin l'exploitant dispose de système d'arrosage et de lavage de roues des camions.

Le bruit.

Cette activité ne modifie pas le niveau sonore général de l'exploitation et des installations de traitement. Seule, l'augmentation éventuelle du trafic serait à prendre en compte si le double fret ne s'applique pas.

Remise en état et garanties financières.

Les matériaux inertes extérieurs seront utilisés dans la zone déjà destinée à être remblayée. Ils ne serviront en aucun cas au remblai de zones supplémentaires. Le plan de remise en état de l'état final ne sera donc pas modifié.

Le plan de phasage et de remise en état étant identique à celui d'origine, les garanties financières ne sont pas modifiées.

4. SYNTHÈSE ET PROPOSITIONS.

Les modifications des conditions d'exploitation sollicitées ne constituent pas une modification substantielle, au sens de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement, nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

L'apport de matériaux inertes ne génère pas d'impact supplémentaire sur l'exploitation de ce site.

Compte tenu des éléments exposés ci avant, l'inspection des installations classées propose à madame la préfète du Cher, d'autoriser les modifications des conditions d'exploitation prévues par le demandeur, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

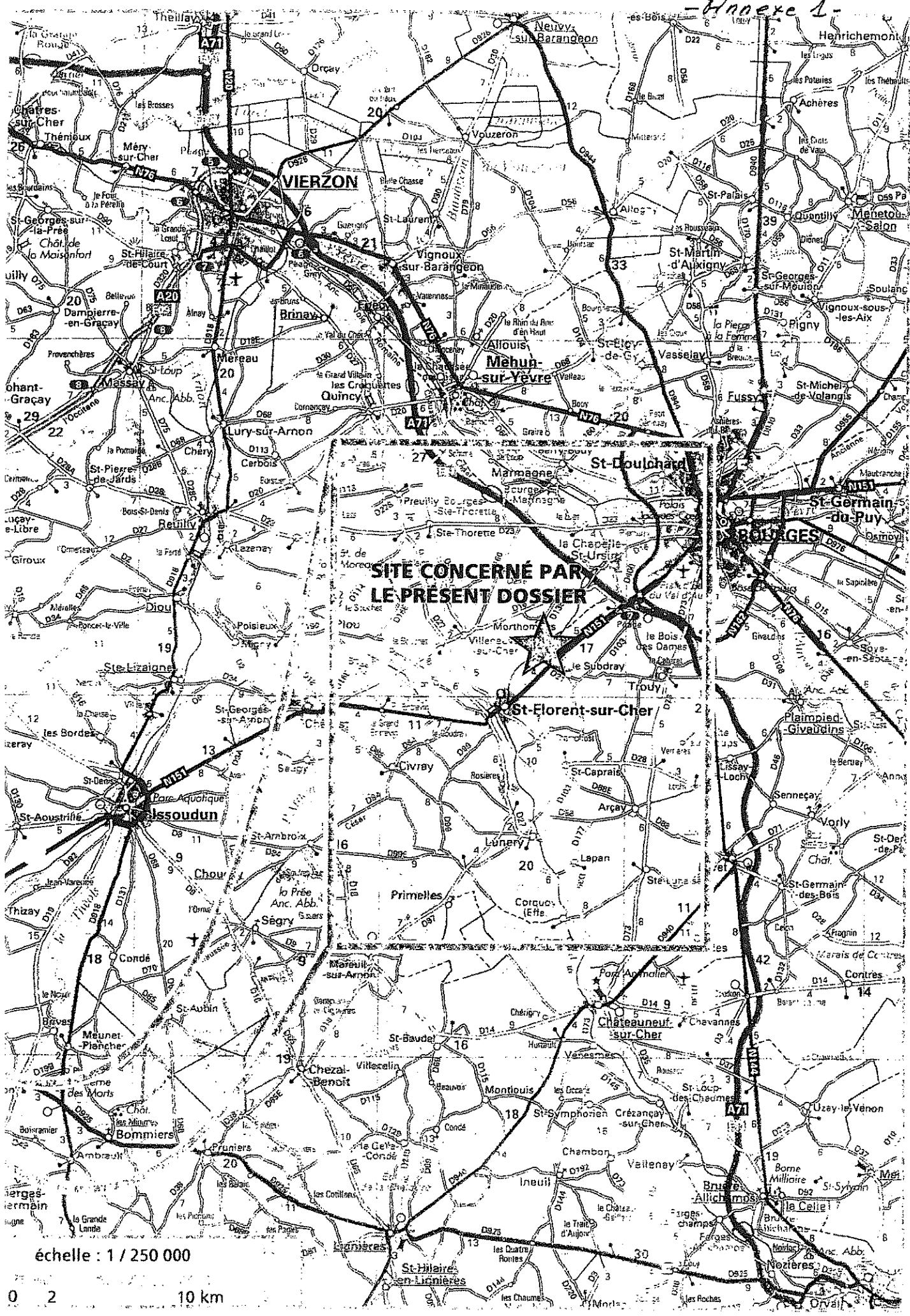
En application de l'article R.512-25 du code de l'environnement, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites - formation carrières - devra être consultée sur ce projet.

L'inspecteur des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme,
à madame la préfète du Cher,
Pour le directeur régional et par délégation,
Le chef de l'unité territoriale
du Cher et de l'Indre.

Signé



SITE CONCERNÉ PAR
LE PRÉSENT DOSSIER

échelle : 1 / 250 000
0 2 10 km

